L'architecture réglementaire : la MAS, le Banking Act, le SFA, le FAA et le FSMA

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une place financière qui gère la fortune de clients de nombreux pays vend, entre autres, la qualité de sa surveillance. Les clients qui transfèrent des avoirs à Singapour attendent de leur banque qu'elle soit solvable, de leur conseiller qu'il soit compétent et de leur dépositaire qu'il conserve leurs titres séparément des siens. Ils attendent aussi un régulateur capable d'agir lorsque l'une de ces attentes est déçue. Ce chapitre décrit le cadre juridique censé garantir ces attentes. Il couvre la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), le Banking Act, le Securities and Futures Act (SFA), le Financial Advisers Act (FAA) et le Financial Services and Markets Act 2022 (FSMA), ainsi que les lignes directrices sur la responsabilité individuelle que la MAS y a ajoutées depuis 2020.

Le chapitre ouvre la partie E, qui passe de l'histoire de la place financière à la pratique actuelle de la gestion de fortune. Les parties précédentes ont retracé comment le port colonial a acquis le droit commercial anglais, comment le marché du dollar asiatique (Asian Dollar Market) de 1968 a créé un secteur bancaire offshore et comment la fondation de la MAS en 1971 a doté le jeune État d'une banque

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

centrale et d'une autorité de surveillance. Ces chapitres expliquaient comment les institutions sont nées. Ce chapitre explique comment elles fonctionnent en 2026. Les sujets qui le suivent dans la partie E, de la fin du secret bancaire à des fins fiscales étrangères aux family offices, aux trusts et à la gestion de fonds, reposent tous sur les lois présentées ici.

Le volume consacré à Genève contient un chapitre parallèle sur le cadre réglementaire de la gestion de fortune suisse, qui décrit un système de plusieurs lois fédérales complémentaires appliquées par la FINMA avec le concours des sociétés d'audit, des organismes de surveillance et des organes de médiation. Singapour offre un contraste révélateur. Ses lois sont elles aussi réparties par activité, mais une autorité unique les applique toutes et agit en outre comme banque centrale, gestionnaire des réserves et promoteur de la place financière. La comparaison à la fin de ce chapitre se demande ce que cette concentration de fonctions signifie pour les clients et pour les établissements.

L'essentiel

La Monetary Authority of Singapore, fondée le 1er janvier 1971, est à la fois la banque centrale et l'autorité de surveillance intégrée des banques, des assureurs, des intermédiaires des marchés de capitaux, des conseillers financiers et des prestataires de paiement. Son statut fait primer l'objectif d'une place financière saine et de bonne réputation sur celui de la croissance de la place. Le Banking Act 1970 soumet à licence les banques et, depuis 2021, les merchant banks, protège les informations relatives aux clients en vertu de sa section 47 et ne prévoit aucune licence distincte pour la banque privée. Le Securities and Futures Act 2001 exige une Capital Markets Services Licence (licence CMS) pour sept activités réglementées et répartit les investisseurs en trois catégories : investisseurs de détail, investisseurs qualifiés (accredited) et investisseurs institutionnels. Le Financial Advisers Act 2001 régit le conseil portant sur les produits d'investissement et l'assurance-vie, tandis que le Financial Services and Markets Act 2022 regroupe des pouvoirs transsectoriels relatifs aux interdictions d'exercer (prohibition orders), aux risques technologiques, à la lutte contre le blanchiment d'argent et aux prestataires de services sur jetons

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

numériques (digital token service providers). Les lignes directrices sur la responsabilité individuelle, en vigueur depuis septembre 2021, rendent les cadres dirigeants responsables de la conduite des activités placées sous leur autorité.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com